



Mardi 4 décembre 1956,
à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 26 de l'ordre du jour :

Programmes d'assistance technique (*suite*) :

a) Rapport du Conseil économique et social (*suite*)... 31

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes d'assistance technique (*suite*) :

**a) Rapport du Conseil économique et social
(A/3154, A/C.2/189 et Add.1, A/C.2/L.283,
A/C.2/L.284 et Corr.1, A/C.2/L.285) [*suite*]**

1. M. KHOMAN (Thaïlande) déclare que l'on considère en Thaïlande les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies comme un symbole vivant de la collaboration internationale et comme un moyen de réaliser les fins de l'Article 55 de la Charte. La Thaïlande est heureuse qu'un si grand nombre d'organismes des Nations Unies et notamment des organismes qui s'occupent d'assistance technique aient leur siège à Bangkok; elle fait tout son possible pour faciliter leurs travaux. Bien que la Thaïlande soit essentiellement un pays bénéficiaire de l'assistance technique, elle contribue de maintes façons, et non pas seulement du point de vue monétaire, à l'exécution du programme.

2. Les pays plus industrialisés, qui versent des contributions plus importantes, ne les perdent pas entièrement. Ils les récupèrent souvent indirectement. Leur générosité leur fait le plus grand honneur, mais il est de leur propre intérêt de maintenir ou même d'augmenter leurs contributions. Il faut espérer qu'il se trouvera des pays, parmi ceux dont l'économie a atteint le plus haut degré de développement, pour imiter l'exemple du Canada, des Pays-Bas et de la Suisse et pour intensifier leurs efforts en vue d'augmenter le montant de leurs contributions et de les verser sous une forme immédiatement utilisable.

3. Il est exact qu'il existe d'autres programmes financiers et multilatéraux qui complètent les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, si les autres programmes tels que le programme de l'International Co-operation Administration des Etats-Unis et le Plan de Colombo pour la coopération économique et le développement de l'Asie du Sud et du Sud-Est, qui fournissent tous deux une assistance à la Thaïlande, répondent à des besoins particuliers, ils n'ont pas le caractère universel des programmes de l'Organisation. Il convient d'encourager la coexistence des deux types de programmes dont l'extension doit être simultanée.

4. Bien que les programmes se soient développés dans des conditions normales et satisfaisantes, ils n'ont pu satisfaire qu'une faible proportion des besoins. L'objectif principal doit être de réduire l'écart croissant qui

sépare les besoins et les ressources, en augmentant ces dernières.

5. La réduction des dépenses d'administration est méritoire et encouragera les pays participants. Elle n'a en aucune manière nui à la qualité des services rendus.

6. Bien que sa contribution ait été complètement utilisée, la Thaïlande estime parfaitement justifiée la recommandation relative à l'utilisation des monnaies qui figure dans la résolution 623 B III (XXII) du Conseil.

7. La délégation thaïlandaise se rend parfaitement compte de l'importance de la coordination et de l'évaluation. La Thaïlande collabore étroitement avec les autres nations et avec les organisations qui fournissent une assistance, pour veiller à ce que l'on évite tout gaspillage et à ce que l'on obtienne les meilleurs résultats de l'aide si généreusement accordée.

8. M. HOFFMAN (Etats-Unis d'Amérique) souligne que les avantages de l'assistance technique sont partagés également par les donateurs et les donataires. Les programmes actuels d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies ont une portée véritablement mondiale; il est extrêmement encourageant de songer à ces techniciens des Nations Unies qui accomplissent une œuvre constructive dans le monde entier. Pour des millions d'hommes l'Organisation est représentée par ces équipes de techniciens qui travaillent dans les villages ou dans les collectivités rurales.

9. L'appui donné aux programmes d'assistance technique est un élément fondamental de la politique étrangère des Etats-Unis. Depuis de nombreuses années, ceux-ci ont participé à divers programmes bilatéraux d'assistance technique dans des régions où le besoin s'en faisait sentir. Les Etats-Unis ont montré une fois de plus qu'ils étaient prêts à appuyer vigoureusement les programmes de l'Organisation des Nations Unies lorsque, à la récente Conférence de l'assistance technique, leur représentant a annoncé pour l'exercice 1957 une contribution de 15,5 millions de dollars, soumise à la seule condition que les autres pays participants offrent des contributions suffisantes. Le montant des contributions annoncées jusqu'ici par les autres pays permet de penser que la somme annoncée par les Etats-Unis sera presque entièrement versée.

10. Vingt-trois pays ayant augmenté les sommes annoncées pour 1957, et certains dans des proportions très importantes, le Programme élargi d'assistance technique connaîtra la plus grande activité de son histoire. Il est particulièrement encourageant de constater que le Maroc et le Soudan, dont l'indépendance est toute récente, figurent parmi les pays qui participent au Programme pour la première fois.

11. Comme l'a fait observer à très juste titre le représentant de l'Equateur à la précédente séance, si l'on veut que l'assistance technique produise les meilleurs résultats, les personnes ayant reçu une formation initiale doivent elles-mêmes former leurs compatriotes. Ces stagiaires doivent à leur tour être en mesure de transmettre

leurs connaissances selon un processus de réaction en chaîne.

12. L'évaluation des projets constitue un autre aspect important du Programme élargi. Les résultats de la première tentative sérieuse qui ait été faite à cet égard, entreprise en 1954 et terminée en avril 1956, sont encourageants mais ne constituent qu'un début. Il faut mettre au point des méthodes d'évaluation beaucoup plus exactes. La délégation des Etats-Unis se félicite de la décision du Comité de l'assistance technique (CAT) aux termes de laquelle le rapport annuel du Bureau de l'assistance technique (BAT) devra comprendre une évaluation du Programme (E/2923, par. 34) et elle suivra avec le plus grand intérêt les résultats de cette analyse. Elle espère que la méthode d'évaluation deviendra plus efficace chaque année.

13. Les Etats-Unis attachent une très grande importance au caractère multilatéral du Programme et c'est pourquoi ils appuient vigoureusement l'action du Conseil économique et social telle qu'elle se manifeste dans la résolution 623 B III (XXII) sur l'utilisation des monnaies qu'il a adoptée à sa dernière session. L'application de cette résolution contribuerait à sauvegarder la structure essentielle du programme. Ce texte n'exige nullement que les contributions soient convertibles en monnaie forte. Il ne rattache en aucune manière le Programme au dollar des Etats-Unis comme l'a déclaré le représentant de l'Union soviétique.

14. La délégation des Etats-Unis continuera à apporter son appui à l'action du Conseil et votera contre le projet de résolution de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie (A/C.2/L.283).

15. Une administration publique efficiente est d'importance primordiale pour le progrès social et économique d'un pays. La délégation des Etats-Unis attache une grande importance à l'œuvre entreprise dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies et votera pour l'ouverture au budget de l'Organisation du crédit total demandé par le Secrétaire général (A/C.2/189 et Add.1).

16. Les Etats-Unis estiment depuis longtemps que la composition du CAT devrait être élargie de manière à associer plus étroitement d'autres pays au Programme, et notamment les pays participants qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies. Estimant que cette décision devrait être prise au cours de la présente session, les Etats-Unis se sont joints à d'autres délégations pour déposer un projet de résolution sur ce sujet (A/C.2/L.284 et Corr.1). Grâce à la légère augmentation du nombre des membres du CAT, prévue par le projet de résolution, le Comité serait plus représentatif des pays participants et bénéficiaires sans devenir un organisme si lourd que ses travaux en souffrent.

17. Certaines délégations se sont élevées contre le rejet par le Secrétaire général d'une offre de la République démocratique allemande qui proposait de verser au Programme élargi une contribution de 400.000 marks d'Allemagne orientale. Le Secrétaire général a pris la seule décision qui fût possible. D'après la résolution 519 (VI) par laquelle l'Assemblée générale a créé le Programme, seuls les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée peuvent contribuer et participer au Programme élargi. Il n'existe en outre aucun précédent qui permette d'accepter une contribution financière au titre du Programme élargi en se fondant sur le paragraphe 7.2 de l'article VII du règlement financier [résolution 456 (V) de l'Assemblée générale, annexe], lorsqu'elle provient d'un régime qui n'est pas généralement considéré comme légitime par la

communauté internationale. Puisque seuls les Etats reconnus par la communauté internationale peuvent participer au Programme, le fait d'accepter une contribution, même au titre de cet article du règlement, impliquerait que l'Organisation des Nations Unies reconnaît à l'Allemagne orientale le caractère d'un Etat. Deux organes importants des Nations Unies — le Conseil économique et social le 7 décembre 1955 (E/SR.896) et la Commission économique pour l'Europe le 6 avril 1956 (E/ECE/SR.11/2 et 3) — ont examiné le statut de l'Allemagne orientale et déclaré qu'il ne s'agissait pas d'un Etat souverain. Il est évident que les administrateurs du Programme ne peuvent prendre aucune mesure qui aille à l'encontre de cette décision.

18. En conclusion, le représentant des Etats-Unis tient à déclarer qu'il a personnellement la plus grande foi dans les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et que son gouvernement est prêt à leur apporter le soutien le plus ferme. De nombreux citoyens des Etats-Unis estiment que les efforts déployés par plus de 4.000 experts des Nations Unies travaillant dans 111 Etats et territoires, permettent au monde un espoir plus grand que tout ce qui a été jusqu'ici imaginé par l'homme.

19. M. RAJAPATHIRANA (Ceylan) déclare qu'à l'ère de la technique, les pays dont l'économie est avancée continuent de prospérer, alors que les pays moins développés parviennent à peine à maintenir leur niveau de vie déjà trop bas. Le développement économique est un processus complexe dans lequel les facteurs économiques, technologiques et administratifs jouent tous un rôle. Les programmes d'assistance technique des Nations Unies peuvent beaucoup contribuer à garantir un juste équilibre entre ces facteurs. Il y a donc lieu de se féliciter de l'augmentation du nombre des bourses d'études et des bourses de perfectionnement, ainsi que de l'exécution plus fréquente de projets régionaux.

20. Les pays insuffisamment développés essaient de progresser dans plusieurs directions à la fois; aussi l'élaboration de programmes économiques est-elle essentielle si l'on ne veut pas que les ressources soient gaspillées. C'est la raison pour laquelle Ceylan attache une grande importance au recrutement d'experts en matière de planification et à la création d'écoles techniques, de centres de formation professionnelle et d'instituts de recherches scientifiques. Ceylan est reconnaissant à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de l'aide qu'elle lui a apportée en vue de la création d'un institut de recherches scientifiques et industrielles. Ceylan met beaucoup d'espoir dans cet institut qui aura à étudier de nombreux problèmes, notamment celui de l'utilisation des matières premières et de la concurrence croissante des produits synthétiques tel que le caoutchouc synthétique.

21. M. CROLL (Canada) pense n'avoir pas à exposer une nouvelle fois l'attitude générale de son gouvernement au sujet de l'assistance technique; les contributions financières du Canada aux programmes d'assistance technique et sa coopération avec les organismes des Nations Unies dans leur action en faveur du développement économique des pays sous-développés prouvent suffisamment ce qu'est cette attitude.

22. La délégation canadienne pense que les bases financières du Programme élargi d'assistance technique sont maintenant solides: elle se réjouit de la promptitude accrue avec laquelle les pays paient leurs contributions et de l'augmentation régulière de ces contributions. La délégation canadienne est favorable au système des programmes nationaux. Le programme ordinaire et le Pro-

gramme élargi doivent l'un et l'autre demeurer aussi souples que possible de manière que l'on puisse pleinement tenir compte des préférences exprimées par les gouvernements des pays dans l'intérêt desquels ces programmes ont été conçus. Cette considération devrait entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de répartir les ressources entre les institutions spécialisées, d'établir la part de crédits affectés aux projets régionaux, de déterminer le nombre des projets permanents et de décider dans quelle mesure il y a lieu d'aider les experts en mettant à leur disposition du matériel et des fournitures en quantités modestes. La délégation canadienne est heureuse de constater que la coopération s'accroît entre les divers organismes des Nations Unies qui s'occupent des programmes d'assistance technique; il ne faut pas tolérer que la moindre parcelle des ressources peu abondantes de l'assistance technique soit gaspillée en raison d'un manque de coopération ou de doubles emplois. La délégation canadienne approuve également l'initiative qu'a prise l'Administration de l'assistance technique (AAT) de fournir une assistance aux Etats qui ont récemment accédé à l'indépendance ou qui y accéderont sous peu. Il est important, comme l'a dit le représentant de l'Afghanistan, que les programmes d'assistance technique fassent constamment l'objet d'un examen critique; c'est pourquoi, lors de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social, le Canada s'est prononcé en faveur d'une résolution sur cette question.

23. La délégation canadienne a aussi vigoureusement appuyé la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social, car elle estime qu'en ce qui concerne le problème de l'utilisation des monnaies cette décision est la meilleure que l'on puisse adopter dans les circonstances actuelles. Dans le passé, le programme d'assistance technique a souffert du fait que certains pays mettaient, à l'utilisation de leurs contributions, des conditions si strictes qu'elles devenaient pratiquement inutilisables. En outre, il importe que des contributions perçues pour un programme de caractère essentiellement multilatéral ne soient pas utilisées à des fins bilatérales; c'est ce que la résolution en question cherche à empêcher. Elle ne demande pas en effet que les contributions soient versées en une monnaie déterminée, mais qu'elles soient facilement utilisables. De l'avis de M. Croll, les délégations qui ont dit que cette résolution dissuaderait les pays participants d'accroître leur contribution se trompent. Les comptes rendus de la Conférence de l'assistance technique qui vient d'avoir lieu montrent que de nombreux pays ont l'intention d'augmenter leur contribution. La décision du Gouvernement de l'Union soviétique de verser le quart de sa contribution en devises autres que le rouble est un progrès dans la bonne voie. La délégation canadienne espère vivement que tous les membres de la Commission appuieront la résolution du Conseil économique et social et rejeteront le projet de résolution présenté par la Tchécoslovaquie et la Roumanie, qui pourrait nuire au programme d'assistance technique.

24. La délégation canadienne est l'un des auteurs du projet de résolution tendant à augmenter le nombre des membres du CAT pour permettre aux pays qui ne peuvent être élus au Conseil économique et social ou qui, le pouvant, ne sont pas élus, de participer aux travaux du CAT. Elle souhaite que le mandat des quatre nouveaux membres soit de deux ans ce qui permettrait un renouvellement plus fréquent de la composition du CAT.

25. On a dit qu'il fallait permettre aux pays non membres de l'Organisation des Nations Unies ou des

institutions spécialisées de participer aux programmes d'assistance technique; la délégation canadienne estime pour sa part que l'administration des programmes aussi bien que celle des autres activités de l'Organisation doit être régie par les décisions politiques de l'Assemblée générale.

26. Pour ce qui est des fonds supplémentaires que le Secrétaire général a demandés en vue de fournir, au titre du programme ordinaire, une assistance technique dans le domaine de l'administration publique, le Gouvernement canadien pense qu'en principe les nouveaux projets visant à fournir une assistance technique pure et simple relèvent du Programme élargi plutôt que du programme ordinaire; en l'occurrence, il est cependant prêt à reviser sa position, car, en matière d'administration publique, les besoins d'assistance technique sont particulièrement urgents. M. Croll espère que les délégations qui appuient la proposition à la Deuxième Commission adopteront une position semblable à la Cinquième Commission.

27. M. GISCARD D'ESTAING (France) constate avec satisfaction que le Programme élargi d'assistance technique s'améliore sans cesse et que l'intérêt qu'il suscite augmente graduellement. La délégation française a été, en 1954, au nombre de celles qui avaient recommandé un certain nombre de modifications dans la procédure d'élaboration des programmes d'assistance technique; la plus importante de ces modifications a été l'adoption du principe selon lequel chaque pays bénéficiaire établit lui-même ses demandes; deux ans d'expérience montrent combien on a eu raison d'agir ainsi.

28. En ce qui concerne l'efficacité du Programme, le rapport du groupe de travail du CAT chargé de l'examen critique des résultats du Programme élargi (E/TAC/48) est très encourageant. Il est évidemment difficile d'évaluer le Programme en termes statistiques et, comme il est dit dans le rapport, on ne peut estimer correctement la valeur de l'assistance apportée par l'Organisation des Nations Unies que si l'on tient compte de la façon dont sont préparés les plans nationaux de développement économique auxquels cette assistance s'intègre de plus en plus. Un des résultats du changement d'orientation du Programme est la diminution du pourcentage des dépenses effectuées au titre des experts; ceux-ci, d'ailleurs, ont tendance à être plus spécialisés et à travailler à des tâches plus concrètes. La part des ressources dépensées en équipement a augmenté, mais elle reste cependant faible et la délégation française serait heureuse d'entendre les avis des pays bénéficiaires à ce sujet. Les projets régionaux sont de plus en plus nombreux. Ils permettent de réaliser des économies de personnel, d'équipement et de temps; ils aident aussi les pays qui sont voisins à prendre conscience de leur interdépendance politique et économique ainsi que de la nécessité d'une coopération dont, sans aucun doute, le monde entier bénéficiera. La délégation française conserve cependant des doutes quant à l'absolue nécessité de certains projets régionaux. Elle s'inquiète également de la suite donnée aux recommandations des experts. Souvent, leurs propositions n'ont pu être mises en œuvre par une administration encore insuffisamment organisée ou elles se sont heurtées à des obstacles d'ordre financier. L'assistance technique ne doit pas être considérée comme une fin en soi; elle doit s'intégrer dans un plan général de développement. Les programmes à long terme semblent assurément les meilleurs, mais il faudrait évidemment que les gouvernements commencent à assurer progressivement leur financement et leur exécution.

29. La délégation française estime que rien ne justifie un nouvel examen de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social; cette résolution se borne à inviter instamment les gouvernements à verser leurs contributions en devises facilement utilisables, de manière que les crédits non employés ne s'accumulent pas comme par le passé et qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à des procédures telles que celles des projets spéciaux qui sont contraires au principe du multilatéralisme.

30. La délégation française votera pour la proposition tendant à augmenter le montant des fonds du programme ordinaire affectés à l'assistance technique en matière d'administration publique, car elle s'est déjà prononcée en faveur de la résolution 623 A II (XXII) dans laquelle le Conseil économique et social avait approuvé cette demande.

31. Pour ce qui est de l'administration du Programme, on n'a pas entièrement résolu le problème de la coordination, mais les progrès accomplis suffisent pour justifier le maintien du présent système pendant une période assez longue, ce qui n'exclut pas la possibilité d'améliorations d'importance secondaire. Ainsi, il faudrait donner aux représentants résidents des pouvoirs qui correspondent à leurs attributions de plus en plus variées et la délégation française se réjouit de la tendance qui apparaît dans ce sens. Il faut insister pour qu'au début de chaque année on fasse connaître aux pays bénéficiaires le montant total de l'aide qu'ils peuvent espérer obtenir durant l'année. On devrait également leur faire savoir que les totaux partiels des institutions spécialisées sont purement théoriques; la procédure actuelle risque d'entraîner dans l'établissement des programmes une rigidité peu souhaitable, en empêchant les pays bénéficiaires de concentrer leurs demandes dans les domaines où ils ont le plus besoin d'assistance.

32. Le CAT a décidé que le Fonds de roulement et de réserve devait être fixé à environ 35 pour 100 du programme annuel, mais il a autorisé le Président-Directeur à prélever sur le Fonds, dans la limite de 5 pour 100 du programme annuel, les sommes nécessaires pour les cas d'urgence. Cette procédure ne présente aucun inconvénient si la valeur des contributions doit augmenter d'année en année mais elle n'est pas sans danger si, pour une raison imprévue, les contributions viennent à diminuer. La mise en œuvre des dispositions de l'alinéa b, v, du paragraphe 1 de la résolution 542 B II (XVIII) du Conseil est évidemment sujette à certaines conditions, mais le Président-Directeur du BAT s'est trouvé hors d'état de les appliquer; c'est le cas notamment des demandes motivées par des erreurs initiales et des omissions. De l'avis de la délégation française, le Fonds de roulement et de réserve devrait servir uniquement à faire face à des situations réellement exceptionnelles et imprévisibles, par exemple à des demandes urgentes émanant de pays qui viennent d'accéder à l'indépendance. La délégation française partage les appréhensions de ceux qui pensent qu'un resserrement du contrôle budgétaire augmenterait les dépenses d'administration, mais elle espère que le CAT, le BAT et les institutions spécialisées réussiront à maintenir ces dépenses dans des limites raisonnables.

33. M. CARANICAS (Grèce) dit que sa délégation se rend compte que les connaissances techniques et l'expérience dont les puissances industrielles font continuellement bénéficier les pays sous-développés, grâce aux programmes d'assistance technique, sont leur meilleur

leur contribution au développement économique de ces pays. De fait, comme le représentant des Etats-Unis vient de le montrer, tous ceux qui participent aux programmes d'assistance technique en retirent des avantages. Le représentant de la Grèce est heureux de voir que tant de nouveaux Etats sont représentés à la Commission, car l'universalité est le but à atteindre.

34. La délégation grecque se félicite de voir le Programme élargi gagner régulièrement en importance, mais elle estime qu'il ne faut pas oublier, comme l'a précisé le Président-Directeur du BAT (389ème séance), que cette augmentation n'a été possible que parce que, dans le passé, on n'a pas été en mesure, pour diverses raisons, d'utiliser pleinement certaines contributions. Cela signifie que si le Programme doit continuer à s'étendre et permettre de répondre aux demandes de tous les pays qui ont besoin d'assistance, il faudra trouver des ressources bien plus considérables. Parmi les problèmes qui se sont posés dans le passé aux organes d'assistance technique, il faut citer celui de l'utilisation des monnaies et celui de la stabilité du Programme: la délégation grecque s'est associée aux efforts que le Conseil a faits pour les résoudre dans sa résolution 623 B III (XXII). Le Fonds de roulement et de réserve donnerait au Programme une sécurité financière accrue et le versement des contributions en devises immédiatement utilisables ou en une monnaie convertible en ces devises assurerait à l'assistance technique le caractère multilatéral qu'elle doit avoir.

35. La délégation grecque appuie sans réserve la proposition du Secrétaire général tendant à augmenter le montant des fonds du programme ordinaire qui doivent être affectés à l'assistance technique et aux travaux de fonds dans le domaine de l'administration publique. Il ne fait pas de doute, comme la délégation grecque l'a déclaré pendant l'examen de la question l'année précédente, qu'il est essentiel de disposer d'une bonne administration pour pouvoir faire des progrès dans le domaine économique et social. Il est également certain que les sommes jusqu'ici consacrées à l'amélioration des administrations publiques ont été insuffisantes. En outre, comme il est dit au paragraphe 20 du document A/C.2/189, des fonds supplémentaires permettraient d'assurer une collaboration plus efficace avec les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées et l'International Co-operation Administration des Etats-Unis. La délégation grecque reconnaît la valeur des raisons données aux paragraphes 27 et 28 de ce document pour ne pas faire entrer les activités en matière d'administration publique dans le cadre du Programme élargi. M. Caranicas espère fermement que si la proposition est adoptée, les délégations qui l'auront appuyée à la Deuxième Commission continueront de le faire à la Cinquième Commission.

36. Le rapport du BAT intitulé *Perspectives d'avenir* (E/2885-E/TAC/49) est plein d'enseignements. Cependant, M. Caranicas estime qu'il sera nécessaire, un jour ou l'autre, de définir les conditions que les pays doivent remplir pour recevoir une assistance technique, car les pays considérés comme économiquement avancés ne devraient pas en principe y avoir droit. Il y aurait peut-être lieu de fixer une limite de revenu national par habitant au-delà de laquelle un pays ne pourrait plus recevoir d'assistance.

37. M. Caranicas voudrait exprimer la reconnaissance de son gouvernement pour l'aide que son pays a reçue du BAT et de l'AAT et pour les crédits qui lui seraient affectés en 1957, encore que le montant proposé soit

loin de correspondre aux besoins véritables de la Grèce et supporte mal la comparaison avec l'aide accordée à d'autres pays de la même région.

38. La délégation grecque accepte la proposition tendant à augmenter le nombre des membres du CAT.

39. D'une manière générale, il ne faut pas oublier que, comme le Directeur général de l'AAT l'a souligné, on n'a même pas pu satisfaire le quart des demandes d'assistance technique présentées par les gouvernements; il faut par conséquent développer constamment l'aide et la coopération dans le domaine économique comme dans les autres.

40. M. FAHMY (Egypte) rappelle que son gouvernement a augmenté ses contributions à trois reprises au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis la création du Programme élargi, bien qu'il ait entrepris divers programmes de développement national et social. En dépit des épreuves auxquelles il doit à présent faire face, le Gouvernement égyptien est décidé à continuer d'appuyer le Programme élargi tant financièrement qu'autrement.

41. L'Egypte a clairement exposé au CAT et au Conseil économique et social son attitude en ce qui concerne les différentes questions traitées à la section VI du chapitre III du rapport du Conseil (A/3154).

42. Au cours de l'été de 1956, le CAT a examiné le problème de l'utilisation des monnaies sous ses divers aspects et il a adopté une résolution à ce sujet (E/2923, annexe I, C). M. Fahmy a bien précisé, dans une déclaration qu'il a faite devant le CAT le 14 juillet 1956 (E/TAC/SR.107), que pour trois raisons principales c'est à l'Assemblée qu'il appartient de prendre la décision définitive sur cette résolution, qui peut avoir des conséquences d'une grande portée. En premier lieu, toute mesure prise doit être conforme au texte de base qui régit l'assistance technique, c'est-à-dire à la résolution 222 (IX) du Conseil. En second lieu, la décision du CAT doit s'inspirer exclusivement du rapport du BAT sur la question (E/TAC/50). Enfin, vu la nature du Programme, la décision que prendra la Commission doit être acceptée à l'unanimité par tous les pays participants, qu'ils soient bénéficiaires ou donateurs.

43. Pour ce qui est du premier point, le Programme élargi doit, conformément à la résolution 222 (IX), garder son caractère multilatéral; toutes les contributions doivent être volontaires et aucune considération d'ordre politique ne doit influencer l'élaboration ou l'exécution du Programme.

44. M. Fahmy croit que l'accord sur ces trois principes est général et que la Commission ne doit prendre aucune décision de nature à porter atteinte à l'un quelconque d'entre eux. Plusieurs délégations craignent que la résolution 623 B III (XXII) du Conseil ne soit contraire aux principes énoncés dans la résolution 222 (IX), notamment au principe des contributions volontaires. Aussi ne faut-il rien faire qui puisse donner à penser que l'on ne tient pas compte des craintes de ces délégations.

45. Selon le rapport du BAT, on n'a pas éprouvé de grandes difficultés à utiliser complètement la plupart des contributions, même celles qui n'étaient pas convertibles; il n'y a par conséquent aucun problème qui oblige la Commission à prendre une décision quelconque si certains estiment que son action serait contraire à la législation de base. M. Fahmy suppose, sous réserve de confirmation par le Président-Directeur du BAT, que jusqu'à présent, il ne s'est posé aucun problème qui

nécessite l'adoption d'une nouvelle résolution ou qui exige que l'on s'écarte de la résolution de base.

46. Le représentant de l'Egypte estime que, si le Président-Directeur confirme son hypothèse, la Commission n'aura pas à faire sienne la résolution adoptée par le CAT. En revanche, il est disposé à accepter toute suggestion tendant à entreprendre une étude plus approfondie du problème de l'utilisation des monnaies, si la majorité des membres de la Commission, tenant compte de la déclaration du Président-Directeur, estime qu'il y a lieu de le faire. M. Fahmy souligne que, sur ce point, la décision de la Commission doit être unanime. Comme le temps presse, la Commission pourrait à nouveau renvoyer au CAT toute la question, y compris la résolution du Conseil.

47. La question de l'augmentation du nombre des membres du CAT n'aurait pas dû être soulevée à la présente session, car elle n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Etant donné son importance, il faudrait que chaque délégation puisse consulter son gouvernement. Le CAT, où elle avait été déjà soulevée, a décidé d'en remettre l'examen à plus tard parce qu'on ne pouvait pas arriver à un accord. On a fait valoir que la composition du CAT dépendait étroitement de celle du Conseil. Si l'on a quelques indications sur ce que sera la composition définitive du Conseil, personne ne peut cependant prévoir la décision de l'Assemblée. Lorsqu'on saura combien le Conseil comptera de nouveaux membres, la Commission pourra étudier s'il y a lieu de recommander une augmentation du nombre des membres du CAT. La question est délicate et il faudra examiner avec soin des facteurs tels que la répartition géographique et la représentation adéquate des divers Etats intéressés. Il conviendrait de donner aux pays qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies, mais qui participent au Programme élargi, la possibilité de prendre une part active aux délibérations du CAT. M. Fahmy accueillera avec satisfaction toute suggestion constructive ou toute méthode qui permettrait d'arriver à un accord unanime sur le critère de sélection; toutefois, il espère que l'on ne fera pas de discrimination et que l'on n'oubliera pas que le Programme élargi est une entreprise internationale.

48. Si la majorité de la Commission est d'avis de prendre une décision à la présente session, M. Fahmy propose que cette décision soit au moins reportée à une date ultérieure, car tout changement dans la composition d'un organisme des Nations Unies doit être étudié avec le plus grand soin et les motifs de changement doivent être énoncés clairement dans une résolution ou dans le rapport du Rapporteur. Le représentant de l'Egypte serait partisan de donner dans ce rapport une indication nette des régions auxquelles devraient appartenir les pays qui seront choisis. C'est là un point capital, si l'on veut éviter tout malentendu dans l'avenir.

49. La position de l'Egypte à l'égard des divers projets de résolution sera fonction des réponses de leurs auteurs aux diverses observations qui seront formulées et de la teneur définitive qui leur sera donnée.

50. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) constate avec plaisir, d'après les documents disponibles et les déclarations faites par M. Owen et M. Keenleyside à la 389ème séance, que le nombre des experts envoyés dans les pays sous-développés, comme celui des bourses d'études et de perfectionnement, a augmenté au cours des années 1955 et 1956. Il espère que l'AAT pourra réduire encore les dépenses d'administration et d'exécution afin de pouvoir consacrer des sommes plus importantes à d'autres fins, à l'achat de

matériel en particulier. On devrait également augmenter le montant des sommes destinées à l'industrialisation.

51. L'accroissement des contributions est un fait encourageant. Pour sa part, l'Ukraine a versé au total 2 millions de roubles et M. Boïko espère que l'AAT, en utilisant cette somme, s'efforcera davantage de recruter des experts ukrainiens et d'envoyer des boursiers dans les établissements ukrainiens d'enseignement supérieur.

52. Il estime, avec le représentant de la Tchécoslovaquie, que les renseignements concernant les demandes d'aide devraient être communiqués plus rapidement aux pays participants, ce qui permettrait de donner suite à ces demandes dans des délais plus courts.

53. Le refus du Secrétaire général d'accepter les contributions que la République démocratique allemande a offertes pour le Programme élargi est regrettable et contraire au principe d'universalité. Quant à la résolution 623 B III (XXII) du Conseil, concernant l'utilisation des monnaies, elle est malvenue et risque de gêner l'expansion du Programme. Dans le passé, certaines difficultés se sont présentées à ce sujet, mais ont été surmontées, ce que semblent ignorer les auteurs de la résolution. En outre, l'utilisation des contributions nationales dépend non seulement de leur convertibilité, mais aussi des méthodes adoptées par l'AAT pour examiner les demandes d'aide et leur donner suite, de l'endroit où sont recrutés les spécialistes voulus et de l'accueil que les gouvernements réservent aux possibilités qui leur sont offertes. Il est arrivé qu'une contribution nationale ne soit pas entièrement employée parce qu'elle a été mal gérée ou que l'on a mis des obstacles à son utilisation.

54. Les contributions de l'URSS, de l'Ukraine et de la Biélorussie ont été consacrées principalement à l'achat de divers types de machines soviétiques et, dans une

proportion moindre, au recrutement d'experts soviétiques et à l'octroi de bourses de perfectionnement à utiliser en Union soviétique. Le représentant de la France s'est plaint que le nombre de boursiers envoyés en France pour y poursuivre leurs études ne corresponde pas à la contribution de la France au Programme élargi. Les pays soviétiques pourraient se montrer plus mécontents encore, car la haute qualité de leurs établissements d'enseignement supérieur est reconnue partout. On a fait valoir que peu d'étudiants des pays sous-développés connaissent le russe mais étant donné le grand nombre de ceux qui souhaitent aller poursuivre leurs études en URSS, il semble que les autorités de certains pays s'ingénient à créer des difficultés. Ainsi, une des lettres reproduites dans le document A/C.4/330 prouve que l'Autorité chargée de l'administration du Togo sous administration britannique a refusé de délivrer des passeports à certains des habitants de ce territoire à qui l'on avait offert des bourses de perfectionnement pour l'URSS et la Yougoslavie. Cependant, les auteurs de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil ont voulu ignorer de tels faits et attribuent à la non-convertibilité des monnaies l'utilisation incomplète de certaines contributions. A l'heure actuelle, rien ne justifie cette résolution, bien qu'on puisse dire qu'elle pourrait être de quelque utilité dans l'avenir si des difficultés de cet ordre venaient à surgir. Mais, ainsi qu'il ressort des documents pertinents et des déclarations de M. Owen et de M. Keenleyside, les difficultés d'utilisation des monnaies ont été considérablement aplanies.

55. M. Boïko regrette que l'URSS, l'Ukraine et la Biélorussie n'aient pas été invitées à fournir une assistance technique au titre du programme ordinaire.

56. Pour terminer, il déclare qu'il appuiera le projet de résolution commun présenté par la Tchécoslovaquie et la Roumanie.

La séance est levée à 13 h. 5.